

Questions orales

Ce qui en est résulté n'est pas tellement différent de ce que je leur avais présenté en 1978. Vous dites qu'il n'y a pas eu d'initiative de prise, mais je leur ai offert en 1978 pratiquement la même chose qu'ils proposent maintenant. Je me suis montré très patient en attendant qu'ils se décident. Je ne sais pas jusqu'où ils veulent en venir. Ils n'ont pas dit par exemple qu'ils voulaient accepter le plan du Québec, qui coûterait 450 millions. Ils n'ont pas dit qu'ils voulaient accepter le plan de la Saskatchewan, qui accuse un déficit de 30 millions. Ils n'ont pas dit qu'ils voulaient accepter le plan de l'Alberta, qui a fait dépenser 140 millions l'an dernier.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Ils n'ont pas dit quel plan ils voulaient accepter. Ils n'ont pas dit s'ils voulaient mettre de l'argent dans le plan, ni rien d'autre. C'est comme cela que le plan doit être, quant à moi, et voilà ce que je leur ai proposé en 1978. S'ils avaient suivi mon plan en 1978...

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: ... il n'y aurait pas actuellement de faillites comme il y en a.

Des voix: Bravo!

LES INTENTIONS DU MINISTRE

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Agriculture. Le ministre doit ou devrait savoir qu'en 1978 la situation était très différente de ce qu'elle est maintenant, et que le plan GM100 qui a été proposé à cette époque ne répondrait pas aux difficultés de l'heure.

Le ministre de l'Agriculture en raconte à l'agriculture depuis deux ans au moins; il a dit aux agriculteurs d'attendre son plan. Je voudrais lui demander s'il a vraiment un plan et, dans l'affirmative, quand il va le faire connaître, ou s'il fait marcher les ministres de l'Agriculture des provinces de manière à pouvoir agir de façon unilatérale. En attendant, les exploitations agricoles périssent, et il y a des faillites à la cadence de une par jour, pendant qu'il se croise les bras.

Des voix: Bravo!

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député refuse de voir la réalité dans ce que j'avais proposé en 1978, ce pour quoi j'avais l'approbation gouvernementale, et ce que son gouvernement a retiré en 1979 en disant que mon plan était trop riche. Son gouvernement l'a retiré en 1979 quand il était au pouvoir. Le député dit que c'était de la frime. Il n'en est rien. Ce plan avait obtenu l'approbation du gouvernement. Les gouvernements provinciaux ont dit qu'ils allaient en présenter un.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Au nom du ciel, où est-il leur plan, madame le Président? S'ils en avaient un, où est-il? Pourquoi ne se sont-ils pas mis d'accord pour me présenter un plan?

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Ils ne m'ont rien présenté à moi. Tout ce qu'ils ont présenté, c'est un vieux truc que j'avais déjà proposé. Madame le Président, j'ai un modèle 1983 tout prêt.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

ON DEMANDE D'AIDER LES AGRICULTEURS AU BORD DE LA FAILLITE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuwap): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture, qui n'a rien à voir avec le filet mignon et la vichyssoise, mais qui est tout ce qu'il y a de plus terre à terre.

Des voix: Non!

Mme le Président: A l'ordre. Quelqu'un comprend peut-être ce qui se passe ici, mais pas moi.

M. Riis: Madame le Président, le ministre n'ignore pas que la Banque Royale du Canada a récemment annoncé qu'elle allait soumettre à un régime féodal les agriculteurs qui n'ont pas réussi à honorer leurs dettes l'année dernière à cause des taux d'intérêt exorbitants. Il n'ignore pas non plus que, l'année dernière, il y a eu un nombre record de faillites agricoles qui représentent une dette totale d'environ 90 millions. Le ministre n'ignore pas non plus que son gouvernement a aidé ses amis à se tirer d'affaire et à renégocier des prêts, en accordant 200 millions à Chrysler, 500 millions à Dome, 225 millions à Massey-Ferguson, 125 millions à Consolidated Computer et ainsi de suite, distribuant ainsi la bagatelle de 3 milliards. Le ministre de l'Agriculture peut-il nous expliquer pourquoi son gouvernement ne veut pas dépenser le trentième de ce qu'il a déboursé pour tirer d'affaire ces grosses sociétés, afin de permettre aux agriculteurs de conserver leurs terres et leur exploitation?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député cite des chiffres à la légère. Je lui demande de vérifier. Au cours de l'exercice financier 1982-1983, nous avons accordé aux agriculteurs près de 500 millions sans intérêt. D'ici au premier avril, nous leur avons accordé environ 140 millions en prêts spéciaux à un taux d'intérêt subventionné de 9¼ p. 100. Même les prêts que nous leur avons accordés avant, et qui s'élèvent à 500 millions pour cette année, ont été subventionnés à raison de 5 points de pourcentage en-dessous du coût moyen des prêts à long terme.

Je demande au député de vérifier ce qui se passe. Par exemple, pour ce qui est de l'assurance-récolte, nous payons 50 p. 100 de la prime. En Saskatchewan, la somme que nous avons versée à la Caisse d'assurance-récolte est supérieure au budget total du gouvernement de la province. Par conséquent, au lieu de dire que nous faisons rien, il faudrait examiner les chiffres.